

front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste léniniste

HEBDOMADAIRE N° 94 / 6 DECEMBRE 1973 / PRIX : 1 F / CCP FRONT ROUGE 31-191-14 LA SOURCE / BP 464 75065 PARIS CEDEX 02

grève du 6 décembre :

HALTE

A LA

VIE CHERE



**1500 F. minimum
pour 40 heures
suppression du sa-
laire au rendement
pas de loyer supé-
rieur à 10% du salaire
transports gratuits
temps de transport
payé comme
temps de travail**

POUR EQUILIBRER LE BUDGET DE FRONT ROUGE :

Camarades, nous publions ici avec plus d'un mois de retard la dernière liste de souscription des 5 millions. Nous remercions tous nos lecteurs, tous nos amis qui se sont mobilisés pour ces 5 millions ; merci, par exemple, à cet ouvrier maçon qui chaque mois nous adresse sa souscription de 5 à 10 F en timbres poste, montrant par là que chaque travailleur peut contribuer par une souscription à la sortie du journal ; merci, par exemple, à ce camarade intellectuel qui, venu au Rassemblement Communiste du 28 octobre à Paris nous a envoyé un chèque de 200 F pour soutenir notre presse... merci à tous ceux qui comme ces deux camarades répondent régulièrement à nos appels.

Camarades, nous vous lançons dès aujourd'hui un nouvel appel.

Le retard pris dans la souscription des 5 millions a eu des répercussions sur l'équilibre financier du journal. Nous avons des dettes importantes chez notre imprimeur que nous ne pouvons couvrir actuellement et qui menace la sortie du journal.

Front Rouge, pour sortir ne bénéficie d'aucun autre argent que celui de ses lecteurs, de ses souscripteurs. Les services de messagerie de la bourgeoisie, les révisionnistes, les réformistes cherchent par tous les moyens à étouffer notre presse, à empêcher l'existence d'une véritable presse communiste en France. Cet acharnement contre notre journal s'intensifie au moment même où les vrais communistes affirment dans la lutte de classe leur présence, qu'il s'agisse de Lip, de batailles contre la circulaire Fontanet, ou de la lutte pour l'OSR. C'est vous seuls, ses lecteurs, ses souscripteurs, ses amis qui pouvez assurer son existence, défendre cette arme irremplaçable que constitue notre journal communiste.

Sans ce million, l'équilibre du journal ne peut être assuré !

Camarades, multipliez les initiatives de soutien au journal

- faites souscrire autour de vous
- placez des abonnements de souscription

1 MILLION PAR MOIS

- demandez, comme le font certains camarades, aux lecteurs réguliers de payer leur journal 2 F au lieu de 1 F.

La souscription du mois de décembre est ouverte ; mettons à profit les fêtes de fin d'année pour réclamer un soutien politique pour notre presse à nos proches.

NOTRE NOUVELLE BATAILLE : UNE SOUSCRIPTION REGULIERE ET PERMANENTE

Grange-lès-Valence	23,00	Paris 14e	50,00
Longwy	120,00	La Courneuve	100,00
Strasbourg	210,00	La Courneuve	45,00
Paris	100,00	Lille	110,00
Villefranche-sur-Saône	50,00	Bordeaux	340,00
Massy	200,00	Martignes	503,00
Seau	130,00	Amiens	20,00
Dunkerque	100,00	Strasbourg	50,00
Paris	32,00	Lyon	250,00
Caen	84,00	Nantes	100,00
Trionville	16,00	Strasbourg	150,00
Lyon	112,00	Montpellier	50,00
Quintin	150,00	Roubaix	120,00
Châlons-sur-Marne	20,00	Caen	10,00
Paris	100,00	Paris	2500,00
Marseille	250,00	Amiens	100,00
Dijon	15,00	Lyon	420,00
Paris	3500,00	Reims	46,00
Roubaix	35,00	Villefranche	180,00
Villefranche sur Saône	40,00	Massy	23,50
Marseille	151,50	Paris	1900,00
Lyon	10,00		
Dijon	15,00	Total	12788,00
Sochaux	100,00	Total précédent	37366,20
Auxerre	150,00		
Paris	5,00	Total général	50154,20

halte à la hausse des charges

châlons

Pour passer à la lutte contre la hausse des loyers de 10% et celle du chauffage de 34% (voir FR numéro 93), 120 familles de la Zup, de Châlons sur Marne se sont réunies le 22 novembre à l'initiative du Comité de locataire.

Elles ont décidé dans le cadre de ce comité de populariser activement l'idée de la grève des hausses : des tracts, des discussions individuelles, des permanences 2 soirs par semaine à la MJC du quartier sont prévues pour cela. Une assemblée générale est organisée pour le 5 décembre : elle devra réunir tous les habitants du quartier, (1500 logements) car maintenant ce sont aussi les habitants de la Renaissance Immobilière qui sont touchés par la même hausse. A cette Assemblée générale seront convoqués le Maire, la direction départementale des HLM et la Renaissance Immobilière.

Les locataires leur remettront la pétition qui a déjà recueilli 500 signatures, demanderont des explications à ces messieurs. L'Assemblée générale décidera du principe de la grève des hausses. D'ores et déjà, le Comité appelle les locataires à ne rien payer d'ici le 5 décembre.

Les locataires, par leur grande volonté de lutte ont mis en échec les plans des révisos. Ceux-ci ont commencé par prétendre «qu'il ne fallait pas

se battre contre les HLM, car c'est une institution à caractère progressiste... au même titre que les entreprises nationalisées !» Pour le P.C.F toujours, faire la grève des hausses va diviser le quartier entre les locataires non grévistes et grévistes. L'assistance leur a retourné fermement : dans quel camp êtes-vous, du côté des HLM ou des locataires ? Pas de réponse.

- Au P.C.F qui préconise alors des délégations à droite et à gauche auprès des conseillers généraux ; les locataires ripostent qu'il est inutile de perdre du temps : ils viendront s'expliquer devant tous les locataires du quartier le 5 décembre, sinon nous irons tous ensemble leur demander des comptes.

- Les communistes ML de Front Rouge sont intervenus à cette occasion pour la 1ère fois par tracts sur le quartier. «Dans ce tract, nous avons replacé la lutte contre les hausses sur le quartier dans l'ensemble des luttes sur les usines, pour les 1500 F pour les 40 heures. Nous sommes les seuls à proposer de refuser les hausses. Notre tract bien reçu dans les familles ouvrières est le point de départ d'une mobilisation plus large : entre autres, intervention avec panneaux confectionnés à partir des résultats des budgets des travailleurs.

fameck

Le 20 novembre, à l'Assemblée générale des locataires HLM de Fameck, certains locataires ont protesté contre les rappels de charges importants : 180 à 310 F. Il s'agissait essentiellement des familles immigrées de certaines rues, les autres locataires n'ayant rien à payer.

Les H.L.M. voulaient faire payer une soi-disant augmentation de la consommation d'eau : 310 F de rappel dans un F5 pour 720 F de consommation d'eau, 260 F dans un F4 pour 570 F de consommation, 180 F dans un F3 pour 420 F de consommation !

Pas question d'accepter cela. En 1969, une campagne d'agitation avait permis aux locataires d'obtenir des compteurs individuels (qui permet de surveiller la consommation) : la Société d'HLM avait mis deux ans pour les poser, et n'avait rien posé pour les immigrés ! Les locataires décident : de faire signer une pétition par tous pour obtenir la pose des compteurs individuels et un délai de 4 mois pour les payer.

- d'organiser une manifestation pour déposer les pétitions chez le maire et obtenir de celui-ci une entrevue avec le PDG des HLM pour faire

aboutir les revendications sur les charges et déposer un cahier complet de revendications.

200 personnes répondent à l'appel du Comité logement APF, soutenu par la CFDT, la JOC, les APL, les Commissions LIP, les CACF... Les manifestants ont crié les mots d'ordre «Halte à la vie chère» «Ras le bol des charges» «Compteurs d'eau individuels» et brandissaient de nombreuses banderoles sur l'unité des familles, contre la hausse des prix.

Devant la Mairie, pendant que l'on criait les mots d'ordre, le maire sans doute gêné par nos cris se montra très «coopératif» : non seulement il accepte d'organiser une rencontre Comité logement - PDG HLM, mais il proposa d'y participer ! La manifestation se termina devant un libre service sur le mot d'ordre : «lfaprix, baisse les prix».

Notre manifestation a prouvé qu'en s'organisant et en luttant il est possible d'obtenir satisfaction ; Cette lutte, par ailleurs, a permis de débloquer la situation sur les charges et d'avancer sur la discussion du cahier de revendications des locataires HLM.

Correspondant Fameck.

le « socialiste » brandt chasse d'Allemagne les ouvriers immigrés

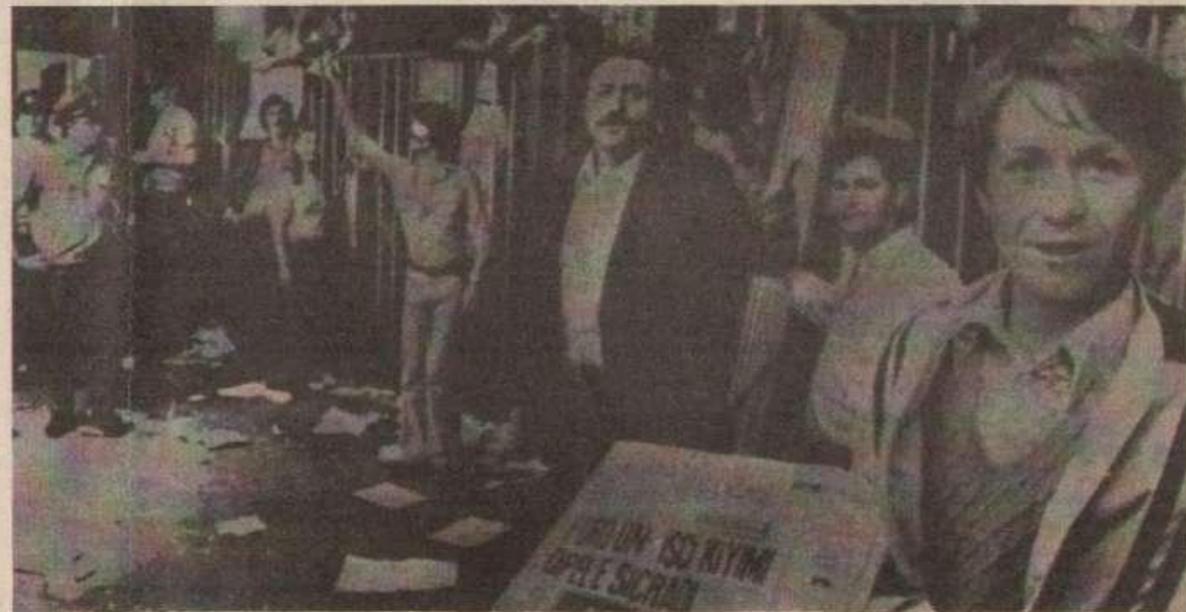
Le boycott de la Hollande par les pays arabes producteurs de pétrole frappe indirectement l'Allemagne de l'Ouest, qui est approvisionnée pour une bonne part par Rotterdam. Cette situation sert aujourd'hui de prétexte au gouvernement du «socialiste» Brandt pour lancer une offensive contre la classe ouvrière en prévision de la récession prévue pour le capitalisme allemand (avant même les mesures sur le pétrole).

Face aux augmentations massives des prix (33% sur les légumes, 78% sur les pommes de terre, 27% sur la viande) survenues au début de 1973, la classe ouvrière allemande a engagé de grandes luttes : cent quatre-vingt grèves d'avril à septembre avec la participation de 160000 ouvriers. Les trois millions de travailleurs immigrés (turcs, grecs et yougoslaves notamment), bien qu'ils soient soumis à une «loi sur les étrangers» réactionnaire qui a servi d'exemple à la Circulaire Fontanet ont tenu vaillamment leur place dans ces luttes. Tel a été notamment le cas aux usines Ford de Cologne, qui ont vu la grève de 5000 travailleurs turcs à la fin août.

Afin d'opposer ouvriers allemands et immigrés, et d'accentuer sa pression sur ces derniers en prévision du chômage qui s'annonce, le

gouvernement Brandt vient d'arrêter complètement l'immigration. Cette mesure s'accompagne d'autres attaques contre les travailleurs immigrés : à Berlin-Ouest : enquêtes policières dans les usines pour déterminer s'ils ont accès à des machines ou autres moyens de production délicats et importants (sous prétexte qu'ils pourraient se livrer au sabotage), licenciement d'un interprète turc qui prenait des positions favorables à ses 600 compatriotes de l'usine Osram. Ces mesures ne sont pas nouvelles : déjà, l'impérialisme allemand avait lancé une campagne raciste hystérique à l'occasion de l'affaire de Munich, expulsant massivement des ouvriers et étudiants arabes.

Tel est le gouvernement auprès duquel Mitterand vient d'envoyer son lieutenant Mauroy pour examiner la perspective d'une Europe «socialiste». Un gouvernement qui n'accepte les réfugiés politiques du Chili qu'à condition qu'ils ne soient pas partisans de la «violence politique». Un gouvernement qui vient de condamner à un an de prison notre camarade Uli Kranzusch, membre du K.P.D. (Parti Communiste d'Allemagne). Un gouvernement à l'image de celui que nous préparant les partis du «programme commun».



les ouvriers turcs en grève aux côtés de leurs camarades allemands

halte à la répression contre les patriotes turcs

En Allemagne, 2 patriotes turcs, Yildirim Dayyeli et Himmet Subaso ont été interpellés et perquisitionnés le 18 novembre, sous prétexte d'appartenance à une «organisation criminelle». L'un d'entre eux est toujours détenu et menacé d'être livré au régime fasciste turc.

La collaboration de l'impérialisme allemand et du pouvoir fasciste turc est apparue au grand jour à cette occasion : un agent du M.L.T. (Police Politique Turque) participait à l'opération. Cette collaboration n'est pas nouvelle : l'impérialisme allemand, qui occupe la 2e place en Turquie après l'impérialisme US se sert de la Turquie comme camp d'entraînement, et exploite férocement des centaines de milliers de travailleurs de Turquie en Allemagne même. Il n'a cessé de multiplier les pressions juridiques sur les patriotes de Turquie vivant en Allemagne, il a interdit la littérature révolutionnaire en turc et livré des listes de patriotes au M.L.T.

Contre la répression de l'impérialisme allemand.

Solidarité avec les patriotes de Turquie !

(Communiqué par le Front Uni-Patriotique de Turquie)

GREVE LE 6 DECEMBRE!

Pour les travailleurs, la hausse énorme du coût de la vie devient de plus en plus insupportable. Le rythme de hausse annuel est de 11% sur les 3 derniers mois d'après l'indice gouvernemental. Les produits nécessaires, l'alimentation, les chaussures, les loyers, par exemple montent à toute vitesse, nos correspondants nous le confirment partout : une famille ouvrière de Montceau-les-mines nous communique une liste d'augmentations récentes :

- café (250g) 2,65 F → 3,10 F soit plus de 0,45 F en un an.
- margarine (petit paquet) 1,10 F → 1,20 F cette semaine
- 2 yaourts nature 1,10 F → 1,20 F cette semaine
- sirop 3,70 F → 3,90 F cette semaine
- Bouteille de gaz : plus de 1,33 F etc...

Les bottes pour enfant (pour l'hiver) coûtent autour de 50 F. Sur un salaire de mineur (1740 F), c'est 664 F qui sont passés le mois dernier pour l'alimentation. Dans la plupart des familles ouvrières, on rogne de plus en plus même sur la nourriture : les fruits ont disparu pour ainsi dire de la table, on compte pour la viande...

Le loyer augmente aussi (40% à Chalons-sur-Marne), les charges ; pour ceux qui utilisent le charbon, c'est au minimum 250 F par mois en hivers ! Ce mois encore, il faut payer la vignette automobile, la cote immobilière avant le 15 décembre. Le gouvernement nous promet pour le 1er janvier l'augmentation du prix du pain, le rétablissement de la TVA sur la viande de bœuf, la hausse des prix, des timbres postaux, des hausses de la RATP, des transports, de l'essence, du loyer, etc..., il annonce l'avancée du premier tiers provisionnel.

Aujourd'hui des centaines de milliers de travailleurs sont prêts à entrer en lutte contre la vie chère, à refuser tout plan de blocage des salaires sous un nom ou sous un autre, et à revendiquer au contraire des augmentations de salaire importantes.

C'est pourquoi nous appelons dans les entreprises et les localités les travailleurs à participer à la journée du 6

décembre lancée par les syndicats, à formuler clairement leurs revendications en élaborant leur plate-forme revendicative, et à poursuivre la lutte, après le 6 décembre pour les faire aboutir. Les M-L mettront en avant les véritables revendications de la classe ouvrière, et en particulier :

- 1500 F minimum pour 40 heures
- suppression du salaire au rendement, salaire fixé pour tous sur la base du rendement maximum.
- A travail égal, salaire égal
- Pas de loyer supérieurs à 10% du salaire.
- Transports gratuits
- Temps de transport payé comme temps de travail.

Ils dénonceront les revendications imposées par les directions syndicales et qui ne correspondent en rien à celles des masses. CGT et CFDT qui avaient appelé à la journée du 6 octobre sur le mot d'ordre de 1100 F se couvrent de ridicule en essayant de prendre le train en marche pour combler le fossé qui se creuse entre les revendications des masses et celles qu'ils avancent. Peine perdue, ce n'est pas 1200 F mais 1400 F que les travailleurs du ciment exigent en ce moment.

La tactique des révisionnistes et des réformistes pour cette journée du 6 décembre, c'est de noyer les revendications urgentes des travailleurs dans un ramassis d'autres sur lesquelles les travailleurs n'ont aucune prise à l'heure actuelle, du genre : « Réduction des frais improductifs et des profits dans la production et les circuits de commercialisation capitalistes... élimination des dépenses parasitaires de l'Etat... »

Tout cela n'est que du réchauffé de Programme Commun, la gauche tente de récupérer la colère et la volonté de lutte des masses pour ses visées électoralistes.

Déjouons ces manœuvres ! Faisons en sorte que dans les usines la lutte se développe sur nos revendications réelles !
HALTE A LA VIE CHERE !
AUGMENTATION DES SALAIRES !
MANIFESTONS LE 6 DECEMBRE !



CIMENT: HALTE A LA POLITIQUE DE RATIONNEMENT DU GOUVERNEMENT

Depuis le 16 novembre, la quasi-totalité des 14000 ouvriers employés dans les cimenteries françaises sont en grève. Certains occupent leur usine. Face à eux, le patronat cimentier, lié aux trusts multinationaux (Lafarge, par exemple, ne fait que 5% de ses affaires en France, alors qu'il contrôle totalement les cimenteries canadiennes) est plus à l'aise pour parler de participation ou de « politique sociale » que des revendications essentielles des ouvriers qui sont :

- Pas de salaire en dessous de 1400 F pour 40 H
- La retraite à 60 ans
- La sécurité de l'emploi, particulièrement menacée dans une branche en voie de restructuration : des 30 entreprises qui existaient il y a quelques années, il n'en subsiste plus que 4 qui dominent le marché.

Les conditions de travail, particulièrement pénibles dans les cimenteries : le bruit et la chaleur des fours, et surtout la poussière de ciment qui s'infiltrait partout et provoquait de graves maladies. Les ouvriers du ciment bénéficient de la solidarité des ouvriers cimentiers des pays de l'Europe qui refusent de charger des camions en direction de la France : le patronat cimentier français voulait briser la grève en livrant du ciment fabriqué à l'étranger. Ils bénéficient aussi de la solidarité massive de tous les ouvriers du bâtiment, malgré de multiples manœuvres pour les opposer les uns aux autres. En effet, aujourd'hui, les stocks de ciment sont pratiquement épuisés et les chantiers s'arrêtent les uns après les autres. Cela signifie, dans les jours à venir pour les 600000 maçons français et à plus ou moins long terme pour les 2 millions d'ouvriers du bâtiment, le chômage technique avec une aumône de 1,55 F de l'heure. Les ouvriers du bâtiment ne tombent pas dans le piège patronal qui voudrait faire porter la responsabilité aux grévistes du ciment ; au contraire, ils exigent le paiement intégral comme heures de travail des heures perdues et en profitent pour avancer leurs propres revendications.

Notons au passage l'hypocrisie des patrons cimentiers qui crient au scandale parce que la grève paralyse le bâtiment, mais qui, par ailleurs, n'hésitent pas, il y a quelques semaines à réduire leurs livraisons de ciment pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il autorise une hausse des prix du ciment, hausse de 4,26% qu'ils ont d'ailleurs obtenu et qui couvre largement les hausses du prix du fuel, prétexte de l'augmentation.

Le gouvernement vient de prendre une série de mesures qui ont trait à la consommation de pétrole : baisse du chauffage dans les immeubles à chauffage collectif, limitation de la vitesse des automobiles, baisse du chauffage dans les écoles... On chuchote dans les ministères que ces mesures seront suivies en janvier de nouvelles hausses sur le fuel et l'essence ; on parle de 30% sur le fuel, et du litre de super à 2 F !!! Le gouvernement Messmer n'est pas à une contradiction près : il y a quelques jours, il affirmait encore qu'il n'y avait pas à craindre de pénurie, que la politique de l'impérialisme français le mettait à l'abri de l'embargo, aujourd'hui il prend les devants, annonce des restrictions importantes, de nouvelles hausses !

Une chose est certaine : la crise du pétrole touche aussi l'impérialisme français, même s'il est moins frappé que ses rivaux européens. L'approvisionnement de la France en pétrole ne se fait pas directement par l'achat aux pays arabes, mais par l'intermédiaire des grands trusts du « cartel ». La plupart de ces trusts sont des trusts US, et ils ont mis au point de multiples moyens pour tourner l'embargo sur les USA, sur la Hollande, sur le Portugal décidé par les pays arabes détournant leur pétroliers de la route prévue, effectuant des transbordements en pleine mer... C'est ainsi que des chargements de pétrole destinés à la France ont été en fin de compte détournés. En plus, les trusts du cartel contraints de réduire leurs ventes à cause de la baisse générale de la production décidée par les pays arabes producteurs, ont réduit d'office leurs ventes à leurs clients : la France voit ainsi baisser ses livraisons de 15%. Quand Messmer propose aux pays arabes de traiter directement d'Etat à Etat pour la vente du pétrole, c'est justement pour éviter la pression de ces sociétés US.

Mais la campagne de propagande sur le rationnement déclenchée par le gouvernement n'a pas pour seul but de faire payer aux travailleurs les difficultés d'approvisionnement de l'impérialisme français par cette campagne, ce dernier entend aussi faire passer les pays arabes pour les réels responsables de la crise qui sévit en France et des mesures contre les travailleurs prises par le gouvernement. Par exemple, cette crise du pétrole est présentée devant les travailleurs aujourd'hui comme responsable de la hausse des prix !!! C'est particulièrement scandaleux alors que

les hausses ont pris un tour vertigineux bien avant que les pays arabes ne majorent le prix du pétrole ; c'est d'autant plus scandaleux que les hausses répercutées sur l'essence, le fuel par les sociétés capitalistes (américaines ou françaises) sont bien plus importantes que la majoration des pays arabes : entre autres, sur les 10 centimes d'augmentation d'essence du mois dernier, plus de 8 centimes sont allés directement dans la poche de ces sociétés et à peine plus d'un centime est revenu au pays producteur.

Autre exemple, la « commission des 9 européens » à Bruxelles prévoit une baisse « catastrophique » de la production industrielle. La « croissance » capitaliste serait cassée ; en France, les journaux se font l'écho de cette idée, affirmant que c'est la pénurie de pétrole qui va conduire les entreprises à limiter leur production, à licencier... bref, le chômage va se développer dans des proportions très graves, dit la bourgeoisie, et c'est à cause de la crise du pétrole.

Pour la bourgeoisie, l'avantage qu'elle retire d'une telle campagne est évident ; alors que c'est son système, le système capitaliste et la course aux profits des trusts qui l'anime, qui sont les responsables de cette crise aiguë : inflation, chômage ; les exploités ont trouvé un autre responsable ; les pays arabes, la crise du pétrole. Voilà une explication qui arrive bien à point pour la bourgeoisie, même si depuis plusieurs mois déjà, Giscard affirmait que le chômage se développerait en 74 dans des proportions telles que l'inflation serait éclipsée.

La bourgeoisie croit ainsi pouvoir détourner la colère des travailleurs sur les faux responsables : particulièrement, dans notre pays les travailleurs immigrés sont ainsi visés ; l'exemple du « socialiste » Brandt qui, sous prétexte de la pénurie de pétrole, expulse les travailleurs immigrés, montre la voie que pourrait emprunter le gouvernement. Les bases pour une nouvelle campagne raciste ont été rassemblées par le gouvernement.

Les travailleurs immigrés, les travailleurs français refusent de tomber dans ce piège. Ils refusent de faire les frais des difficultés de l'impérialisme français et de la politique prosioniste de la Hollande. Ils exigent que les charges soient bloquées, que les baisses de chauffage soient supprimées dans les HLM comme dans les écoles ! Ils exigent qu'il n'y ait pas de nouvelles hausses, ou de licenciements sous le prétexte démagogique de la crise du pétrole.

ANGLETERRE :

les mineurs anglais en lutte contre le blocage des salaires !

Depuis le 12 novembre dernier, 250000 mineurs anglais font la grève des heures supplémentaires. Ils ne cèdent pas au chantage de l'intérêt national déjà menacé par la pénurie de pétrole. Ils réclament une substantielle augmentation de salaire, luttant ainsi de front contre la politique de blocage des salaires de M. Heath. Cette nouvelle grève massive de travailleurs s'ajoute à toutes les manifestations de mécontentement devant les différentes phases du « plan de lutte contre l'inflation ». Déjà, en février 73, c'est 500000 grévistes, dont les travailleurs du gaz qui montraient leur colère contre le blocage des salaires, la loi anti-grève, le développement du chômage (un million l'hiver dernier). Le gouvernement prétend que des commissions surveillent les prix : en octobre, les prix de détail ont augmenté de 3,3%. De nombreux secteurs sont autorisés à augmenter leurs prix, alors que les augmentations annuelles des salaires ne doivent pas

dépasser 8 à 9%. Et le gouvernement anglais prétend que le niveau de vie augmente ! Le calcul sur les chiffres (officiels pourtant) démontre vite la chute vertigineuse du pouvoir d'achat des masses ! En cette période, les menaces de licenciements massifs se multiplient : chez Triumph, 1750 ouvriers menacés de chômage, 8000 chez Chrysler. Voilà ce que signifie la « lutte contre l'inflation » : augmentation énorme des prix, dégringolade du pouvoir d'achat, chômage. De l'autre côté, les entreprises anglaises sont toujours en tête du classement des entreprises européennes pour la rentabilité, loin devant. Voilà une réussite dont M. Heath a sans doute donné la recette à Pompidou qui est allé le voir récemment pour discuter, entre autres, d'une politique européenne commune... de blocage des salaires.
VIVE LA LUTTE DES MINEURS ANGLAIS !
A BAS LE BLOCAGE DES SALAIRES !

les lip manifes- tent devant l'usine occupée par les flics ...

... et disent non au démantèlement

COMMENT LA C.G.T. CALOMNIE LES LIP

La trahison des ouvriers de LIP par les révisionnistes de la CGT provoque pas mal de remous parmi les syndiqués CGT. A tel point qu'une section CGT, celle de PETERCEM (Lyon) a jugé utile de publier un opuscule crapuleux intitulé «Affaire LIP», dans lequel elle donne la version révisionniste de l'«Affaire». Les travailleurs doivent connaître ces «explications» qui dévoilent bien plus clairement que ne le ferait Séguy les positions réactionnaires des chefs révisionnistes CGT.

Après avoir qualifiées de «très positives» les propositions du médiateur GIRAUD, prétendant, tout comme la presse bourgeoise, qu'à peine une cinquantaine de travailleurs n'auraient pas été réembauchés, la CGT confédérale se soit laissée embarquer sur des positions d'éléments extérieurs au mouvement ouvrier. Elle n'a pas eu le courage de désavouer les erreurs de sa section syndicale de LIP... Ce qui est malheureux, est-il écrit un peu plus loin, c'est que ces positions soient en contradiction ouverte avec les décisions du Congrès de Nantes «se démarquant des groupes gauchistes et condamnant les fameux comités de soutien qu'ils alimentent».

Depuis quelques temps, l'idée de manifester devant l'usine Lip Palente était présente dans la tête des Lip. Conscients que la volonté de la bourgeoisie est de vouloir les vaincre, et de ne pas céder face à leur lutte exemplaire contre les licenciements et le chômage, les travailleurs de LIP ont voulu montrer à la bourgeoisie leur détermination à gagner, montrer que ce qu'ils veulent c'est pas de démantèlement, pas de licenciement) et que pour cela la question centrale reste celle du devenir de l'usine, de son évacuation par les CRS et que l'emploi de TOUS LES LIP c'est à PALENTE qu'il se trouve, et pas ailleurs.

Mardi 27 la question de la manifestation est posée en Assemblée Générale; Ch. Piaget en indique l'importance et propose de la faire le lendemain; c'est adopté à la quasi-unanimité. Les délégués CGT s'abstiennent...!

Mercredi 28. Après l'Assemblée Générale, les banderoles et le haut-parleur sont là. Malgré le froid, les Lip sont nombreux et enthousiastes pour manifester. Près de 500 travailleurs de Lip partent en manifestation en direction de l'usine (on remarque l'absence des délégués CGT). La confiance des Lip dans leur lutte se lit aussi sur les banderoles: «MESSMER, QUAND VIENDRAS-TU INAUGURER L'USINE?», plus loin les mots d'ordre qu'ils avancent depuis bientôt huit mois: «PAS DE DEMANTELEMENT, PAS DE LICENCIEMENT». Dans la manifestation on scandait: «LIP VAINCRA, MESSMER CEDERA»;

Nous avons déjà dit et répété que la bourgeoisie ne veut pas céder face à la lutte des Lip. Elle refuse pour l'instant tout projet industriel et ce qu'elle veut c'est le démantèlement de l'usine LIP.

Pour cela la bourgeoisie s'appuie sur un patron ARBEL qui est prêt à reprendre le secteur armement de Lip. Elle s'appuie également sur la municipalité socialo-centriste de Besançon pour acheter des locaux destinés au secteur armement. Pour l'instant, il n'y a rien de fait. Tout en est au stade des engagements oraux. Mais les travailleurs de LIP ont bien senti la manœuvre et vu le danger si elle réussissait (cf. FR 93).

Pour contrer toute initiative venant de la bourgeoisie, les Lip ont mis en place une équipe de surveillance de l'usine LIP-PALENTE et de la rue Viollet.

D'autre part, mardi soir, un important groupe d'ouvriers de LIP est allé recouvrir de mots d'ordre l'usine de la rue Viollet. Pour bien montrer à la bourgeoisie qu'il faut compter avec les Lip. L'ensemble des murs de l'usine a été recouvert par les mots d'ordre «Des Lip ici, jamais»; «L'emploi des Lip, c'est Palente, non au démantèlement»; «ARBEL, attention à l'exploitation des Lip, l'er avertissement», etc...

Dans le quartier, un travail d'explication a été entrepris par les Lip pour expliquer le danger d'une usine d'armement au milieu d'un quartier populaire, à côté d'une école, et l'action des Lip: «Si la municipalité veut acheter des locaux et en faire quelque chose, elle n'a qu'à le faire pour créer une maison de jeunes» disent les travailleurs de LIP.

Aujourd'hui, les travailleurs restent mobilisés, prêts à intervenir sous toutes les formes possibles pour empêcher le démantèlement.

Et ce ne sont pas les renforts de CRS et de Gardes Mobiles arrivés récemment à Besançon qui les feront reculer.

Car aujourd'hui, le transfert ou non du secteur armement est une question extrêmement importante pour la poursuite de la lutte, pour sa victoire ou sa défaite.

NON AU DEMANTELEMENT!

Tout est donc de la faute des gauchistes. «Pourtant, explique-t-on, il ne peut être confondu la «Marche sur Besançon» où les camarades de la CGT ont été conspués et bousculés par les éléments gauchistes de toute la France avec la «Longue marche des révolutionnaires Chinois». Edmond Maire n'est pas MAO et les français, à l'exception de quelques uns, ne sont pas chinois!!!

Qui sont donc ces gauchistes si dangereux? «Il y a ceux qui étaient dans l'entreprise, embauchés depuis qu'il était prévu le démantèlement de l'entreprise (ce sont ceux-là qui ont noyauté la section syndicale CFDT), puis tous les éléments extérieurs venus de toute la France et de l'étranger. Les étrangers agissent pour les intérêts des trusts allemands, suisses, américains qui ont tout fait pour couler LIP, avec la bénédiction de Giscard d'Estaing, Messmer et Pompidou».

Voilà qui rappelle fort les juifs allemands de l'Humanité en 88, ou... le complot international de Marcelin. Mais on trouve dans ce torchon, des calomnies encore plus abjectes: «Que sont devenues, lit-on plus loin, les sommes extrêmement importantes provenant de la vente des montres et des collectes pour le soutien aux

«L'EMPLOI DES LIPS C'EST PALENTE», etc... La manifestation traverse le quartier populaire de Palente, bien accueillie par les nombreuses personnes aux fenêtres, par les ouvriers d'un chantier près de l'usine, un groupe d'ouvriers à la porte de leur boîte lèvent le poing quand la manif passe. Arrivée devant l'usine, la manifestation se déploie et avance jusqu'aux barbelés qui empêchent l'accès; les CRS sont là avec tout leur attirail, se tenant assez loin quand même! «Les Lip les saluent à leur manière en les traitant de SS, etc...»; le mot d'ordre «FLICS HORS DE LIP» fuse. Poing levé, les manifestants chantent l'Internationale et affirment par leurs mots d'ordre leur volonté de vaincre. La manifestation repart en chantant «Ce n'est qu'un au revoir». «On reviendra...».

Cette manifestation a été un pas important dans la lutte aujourd'hui. En effet, au moment où la bourgeoisie affirme toujours aussi nettement sa fermeture, les Lip ont eux aussi montré leur détermination et la voie à suivre pour arracher la victoire. La voie à suivre, c'est celle de l'établissement d'un rapport de force contre la bourgeoisie et avec tous les Lip, les travailleurs de Besançon et de la France entière et ceci avec pour objectif la question de l'usine. Déjà après la manifestation, des travailleurs de Lip avançaient l'idée de refaire une manifestation devant l'usine mais plus importante.

LES LIP TIENDRONT, LES LIP VAINCRONT!

Nous avons déjà dit et répété que la bourgeoisie ne veut pas céder face à la lutte des Lip. Elle refuse pour l'instant tout projet industriel et ce qu'elle veut c'est le démantèlement de l'usine LIP.

Pour cela la bourgeoisie s'appuie sur un patron ARBEL qui est prêt à reprendre le secteur armement de Lip. Elle s'appuie également sur la municipalité socialo-centriste de Besançon pour acheter des locaux destinés au secteur armement. Pour l'instant, il n'y a rien de fait. Tout en est au stade des engagements oraux. Mais les travailleurs de LIP ont bien senti la manœuvre et vu le danger si elle réussissait (cf. FR 93).

Pour contrer toute initiative venant de la bourgeoisie, les Lip ont mis en place une équipe de surveillance de l'usine LIP-PALENTE et de la rue Viollet.

D'autre part, mardi soir, un important groupe d'ouvriers de LIP est allé recouvrir de mots d'ordre l'usine de la rue Viollet. Pour bien montrer à la bourgeoisie qu'il faut compter avec les Lip. L'ensemble des murs de l'usine a été recouvert par les mots d'ordre «Des Lip ici, jamais»; «L'emploi des Lip, c'est Palente, non au démantèlement»; «ARBEL, attention à l'exploitation des Lip, l'er avertissement», etc...

Dans le quartier, un travail d'explication a été entrepris par les Lip pour expliquer le danger d'une usine d'armement au milieu d'un quartier populaire, à côté d'une école, et l'action des Lip: «Si la municipalité veut acheter des locaux et en faire quelque chose, elle n'a qu'à le faire pour créer une maison de jeunes» disent les travailleurs de LIP.

Aujourd'hui, les travailleurs restent mobilisés, prêts à intervenir sous toutes les formes possibles pour empêcher le démantèlement.

Et ce ne sont pas les renforts de CRS et de Gardes Mobiles arrivés récemment à Besançon qui les feront reculer.

Car aujourd'hui, le transfert ou non du secteur armement est une question extrêmement importante pour la poursuite de la lutte, pour sa victoire ou sa défaite.

NON AU DEMANTELEMENT!

RASSEMBLEMENT COMMUNISTE A BESANÇON

300 personnes ont participé au meeting de «Front Rouge» à Besançon: «Rejoignez les vrais Communistes!» Un meeting militant, enthousiaste, qui est un grand succès pour le renforcement de l'avant garde Communiste à Besançon.

André Roustan ouvre le meeting; il témoigne lui-même sur son expérience de vétérans Communiste, et, après avoir rappelé l'événement historique que représentait en France la création en 1957 du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France, le camarade, vivement applaudi appelle les travailleurs à rejoindre les vrais Communistes.

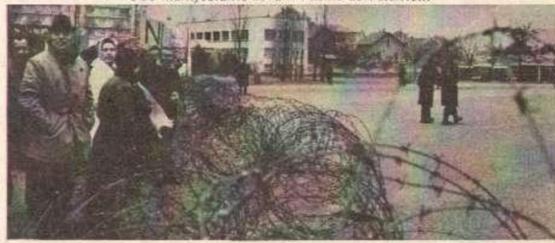
Un camarade OS à Brandt-témoigne sur les progrès de l'Opposition Syndicale Révolutionnaire dans son usine. Après avoir évoqué les conditions d'exploitation très dure à Brandt, il rappelle la récente grève impulsée par la section CFDT contre le racisme et la circulaire Fontanet.

«A l'occasion de cette dernière grève, dit-il, un certain nombre de délégués de la CGT ont hésité à suivre leur direction syndicale dans le chemin de la trahison, et malgré les pressions que celle-ci leur a fait subir, ils étaient favorables au maintien de l'unité d'action sur les revendications initiales.

Le camarade montre le sens de l'activité syndicale pour les M-L: «A Brandt, les M-L ont engagé la lutte pour le développement d'un syndicalisme révolutionnaire. Ils veulent défendre les véritables revendications exprimées par les travailleurs eux-mêmes et ils s'opposent à l'orientation politique réformiste que les partis de «gauche»



500 manifestants devant l'usine de Palente...



grève à la gare de lyon-guillotière

A la gare de Lyon-Guillotière, les ouvriers des entreprises de manutention du Fret, presque tous des immigrés, ont déclenché une grève le 23 novembre pour: - un salaire minimum de 6,32 F de l'heure (5,65 F actuellement en moyenne) - 50 F de transport par mois - 500 F de prime en fin d'année - 2 bleus par an.

Les premiers jours, sur proposition de la CGT le mouvement s'est cantonné à des débrayages de 4 heures, puis les ouvriers ont décidé la grève totale.

Les patrons des entreprises ont aussitôt réagi en faisant venir le plus possible d'intérimaires et de cheminots, en détournant les convois vers d'autres gares.

Deux entrevues avec la direction donnent peu de résultats: 10 F de

impulsé depuis plusieurs années dans les organisations syndicales de la classe ouvrière. Sur la base de cette ferme défense des intérêts des travailleurs de Brandt, nous montrons qu'en fin de compte, la Révolution est nécessaire pour faire disparaître définitivement la surexploitation que nous subissons tous les jours.

Le camarade, chaleureusement applaudi s'adresse aux ouvriers de Lip dans la salle: «Notre soutien n'est pas sentimental. Votre victoire nous concerne parce que vous pouvez prouver à l'ensemble de la classe ouvrière qu'il est possible de se battre et de vaincre dans le dur combat contre les licenciements. LA VICTOIRE DES LIP EST NECESSAIRE. VIVE L'O.S.R.»

«LIP VAINCRA!» scande la salle. Le camarade de la CGT à RONIS, usine de serrures à Lyon, prend la parole:

«C'est depuis la rentrée que nous militons pour que dans notre usine se crée un noyau solide d'Opposition Syndicale Révolutionnaire et que notre section CGT soit une section de lutte de classe. Sur ce chemin, plus que jamais, nous avons trouvé l'Union Locale CGT. En particulier, quelques temps après la marche sur Besançon, sortait le tract infâme sur LIP que l'Union Locale fit diffuser sans en prévenir la section de l'usine.

Le camarade montre que la riposte M-L à ce tract dans l'usine et leur activité pour la défense des ouvriers amena l'UL-CGT à demander tout bonnement leur exclusion de la CGT, faisant circuler une pétition pour cela.

«La plupart des syndiqués refusent de signer... les ouvrières viennent nous

rejoindre les vrais Communistes. Pendant plusieurs minutes, Paoc Ibanez vient chanter l'Espagne sous le joug fasciste; il associe la salle qui rythme les chansons en frappant des mains.

Après l'intervention centrale la salle, le poing levé, scandé très longuement: «DICTATURE DU PROLETARIAT». Pendant ce temps, à quelques pas de là, dans un autre rassemblement, la «vedette» Jacques DUCLOS réunissait lui-aussi 300 personnes.... grâce au renfort de 5 cars venus de Sochaux.

Et pendant que DUCLOS réussissait le tour de force de parler de LIP sans dire un mot de la poursuite de la lutte, le rassemblement Communiste de FRONT ROUGE se termine avec les témoignages d'un camarade sur Chili et de l'évoqué spécial de FRONT ROUGE au Moyen Orient pendant la guerre d'Octobre.

Le meeting se conclut sur une vibrante Internationale réunissant poing levé l'assistance et les camarades de la tribune. En partant, les gens s'arrêtent encore devant les stands C.I.P., C.A.C.F., P.C.M.L.I. etc... beaucoup de livres vendus, des contacts de pris.

transport par mois, 120 F minimum de prime en fin d'année, un bleu par an mais rien sur les salaires. Les ouvriers dont certains sont syndiqués parlent de bloquer les convois et de tenir un piquet de grève pour faire échec aux manœuvres patronales. La direction CGT s'y oppose fermement.

A l'Assemblée générale du 29, elle impose d'arrêter le mouvement et de le reprendre le 6 décembre avec les autres chantiers. Voyant l'opposition de la majorité des ouvriers, un bonze de l'UL-CGT fait une longue intervention: tous les arguments sont bons:

- la lutte ne gêne pas les patrons «Vous les ouvriers, vous voulez vous battre. Mais nous, nous savons

voir en disant: «bravo, on a gagné». Car il s'agit bien d'une bataille entre la voie de la lutte sur les bases des revendications contre celle de la collaboration de classe. Pour certains déjà, c'est plus que cela, c'est la victoire de la voie révolutionnaire sur la voie de la résignation, la voie réformiste».

Puis un camarade de LIP dénonce les tentatives de sabotage de la CGT, les dernières manœuvres de la bourgeoisie avec le plan ARBEL, il insiste sur le caractère exemplaire pour la classe de la lutte des Lip, rappelle leur détermination qui s'est exprimée par la récente manifestation de 500 ouvriers aux portes de l'usine de Palente.

Dans la salle enthousiaste, retentissent les mots de soutien: «VIVE LIP!», «LES LIP VAINCRONT!». La chorale de «Servire IL Popolo» entonne alors plusieurs chants révolutionnaires. Puis, c'est l'intervention du camarade du Parti Communiste Marxiste Léniniste Italien qui explique qu'il a été retenu 6 heures à la frontière par la police française. Avec un camarade du Comité de Parti de l'Usine Pirelli, ils saluent les travailleurs de LIP et toute la classe ouvrière de France.

Ensuite, Tobias Engel, par des exemples très vivants et émouvants parle de la lutte des peuples africains: il déclenche de vibrantes acclamations: l'orsqu'il parle de cette colonne d'enfants du Tchad entonnant l'hymne de FROLINAT alors que celui qui était en tête et portait le drapeau du front venait d'être tué par une rafale de mitrailleuse tirée par un officier tchadien à la solde de l'impérialisme français. Il conclut en appelant à renforcer les C.I.P., les C.A.C.F. et à rejoindre les vrais Communistes.

Pendant plusieurs minutes, Paoc Ibanez vient chanter l'Espagne sous le joug fasciste; il associe la salle qui rythme les chansons en frappant des mains.

Après l'intervention centrale la salle, le poing levé, scandé très longuement: «DICTATURE DU PROLETARIAT». Pendant ce temps, à quelques pas de là, dans un autre rassemblement, la «vedette» Jacques DUCLOS réunissait lui-aussi 300 personnes.... grâce au renfort de 5 cars venus de Sochaux.

Et pendant que DUCLOS réussissait le tour de force de parler de LIP sans dire un mot de la poursuite de la lutte, le rassemblement Communiste de FRONT ROUGE se termine avec les témoignages d'un camarade sur Chili et de l'évoqué spécial de FRONT ROUGE au Moyen Orient pendant la guerre d'Octobre.

Le meeting se conclut sur une vibrante Internationale réunissant poing levé l'assistance et les camarades de la tribune. En partant, les gens s'arrêtent encore devant les stands C.I.P., C.A.C.F., P.C.M.L.I. etc... beaucoup de livres vendus, des contacts de pris.

beaucoup de choses que vous ne savez pas...

«La bourgeoisie essaie de faire retomber le poids de la crise sur les immigrés. La bourgeoisie avec ses lois peut vous expulser ou vous faire renvoyer de la boîte. Alors, en ce moment, il vaut mieux rester tranquilles... pour votre bien... Un bleu par an ce n'est déjà pas si mal...»

Et finalement pour étouffer les remous: «Bon demain vous reprenez le travail et nous les délégués, on va décider comment la lutte se poursuivra!» Les ouvriers furieux partent en claquant la porte. L'OSR est plus que jamais nécessaire. Sa première tâche sera de donner la parole aux ouvriers et de rétablir la démocratie dans les syndicats.

corresp. Lyon-Gerland



Il y a quelques mois, les Communistes Marxist-Léninistes ont concrétisé leur mot d'ordre de travail dans les syndicats, en appelant à construire l'Opposition Syndicale Révolutionnaire.

DES PREMIERS ACQUIS POUR L'OSR

Aujourd'hui, des pas importants, un travail positif ont été faits en ce sens. Dans de nombreuses usines, dans de nombreuses localités, des militants ouvriers Communistes, Syndicalistes Révolutionnaires ont entrepris le travail sur la base de l'Opposition Syndicale Révolutionnaire.

Ainsi, dans une usine où les Syndicalistes Révolutionnaires aiment le syndicat CFDT, une lutte a été déclenchée pour une augmentation uniforme des salaires, pour les classifications. Cette grève dirigée par les Syndicalistes Révolutionnaires a permis de montrer aux ouvriers ce qu'est la mise en œuvre du syndicalisme Révolutionnaire, la lutte contre le révisionnisme dans la lutte économique. Cela a été aussi l'occasion d'un renforcement de la section CFDT, d'un renforcement de la confiance des ouvriers dans les dirigeants de la lutte, les Syndicalistes Révolutionnaires.

Ailleurs, dans une autre usine, un Syndicaliste Révolutionnaire délégué CGT redonne vie à la section CGT en travaillant pour qu'elle ait un fonctionnement démocratique, réunissant le conseil syndical en y faisant participer le plus largement possible les ouvriers. Dans une lutte sur la sécurité du travail, ce Syndicaliste Révolutionnaire combat pied à pied les révisionnistes, montrant qu'ils sont prêts à brader la sécurité pour des primes, finalement pour le profit du patron. Dans cette lutte de tous les jours, il arrive à montrer aux ouvriers qui sont les vrais défenseurs des revendications des ouvriers, à gagner leur confiance, à les regrouper autour de lui, dans le syndicat.

Ailleurs encore, les Syndicalistes Révolutionnaires prennent l'initiative du soutien à la lutte des travailleurs de LIP. Ils poussent leur section syndicale à organiser le soutien, à proposer des pétitions qui sont massivement signées par les ouvriers. Ce qui montre bien qu'organiser la solidarité de la classe ouvrière autour de LIP est possible et que ceux qui l'organisent acquièrent le soutien et la confiance des ouvriers; par exemple à tel Syndicaliste Révolutionnaire syndiqué à la CFDT qui a organisé le travail dans son atelier, les ouvriers ont demandé d'être leur délégué pour les prochaines élections.

On pourrait multiplier les exemples où les syndicalistes révolutionnaires par la ligne et les propositions qu'ils développent dans les syndicats, par les actions qu'ils proposent, commencent à acquérir la confiance des travailleurs. Par leur travail, de nombreux Syndicalistes Révolutionnaires sont maintenant délégués du personnel, délégués syndicaux, ou ont des responsabilités dans les syndicats et surtout ont su gagner aux idées de l'Opposition Syndicale Révolutionnaire des délégués CGT ou CFDT, ainsi que de nombreux ouvriers.

Ainsi quelques mois après le lancement du travail organisé dans les syndicats, les résultats prouvent l'existence d'un réel courant Syndicaliste Révolutionnaire dans la classe ouvrière. Un autre fait atteste de cela, c'est la lutte exemplaire des travailleurs de LIP, où la question de la défense des revendications des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes est posée avec force; où les travailleurs ont lutté et luttent sans

COMMENT DEVELOPPER L'OPPOSITION SYNDICALE REVOLUTIONNAIRE

se laisser arracher leurs revendications par les réformistes et les révisionnistes, et où la politique de collaboration de classe des dirigeants réformistes et révisionnistes des confédérations CGT et CFDT est souvent battue en brèche. Par tous ces aspects et par beaucoup d'autres encore, la lutte des Lip montre que les travailleurs veulent un nouveau type de syndicalisme, ont des aspirations différentes de celles des réformistes et des révisionnistes qui n'ont qu'une idée: se servir des luttes de la classe ouvrière pour l'Union de la Gauche, pour des fauteuils de ministres.

Cela nous amène à préciser aujourd'hui ce qu'est le travail dans les syndicats, ce qu'est l'Opposition Syndicale Révolutionnaire.

COMMENT DEVELOPPER LE TRAVAIL DE L'OSR

Nous l'avons déjà dit, avec l'O.S.R., il ne s'agit pas de faire un nouveau syndicat, pas plus qu'il ne s'agit de constituer une organisation à l'intérieur de l'organisation syndicale quelle qu'elle soit. Il s'agit plus de constituer, d'organiser un courant à l'intérieur des syndicats CGT et CFDT autour d'une ligne: celle du syndicalisme révolutionnaire. Ainsi aujourd'hui, le travail de l'Opposition Syndicale Révolutionnaire se fait beaucoup plus par l'action constante jour après jour de chaque Syndicaliste Révolutionnaire dans son atelier, dans son usine, plutôt que par le fait de faire apparaître largement le sigle de l'O.S.R. et de croire qu'à partir de là, les milliers de syndicalistes existants dans toute la France nous rejoindront. Bien sûr, il est nécessaire que les Communistes M.L propagent largement et fassent connaître les propositions de l'O.S.R., ses bases, ses perspectives, il est nécessaire que l'OSR apparaisse. Mais il ne faut pas voir dans ce travail le principal moyen de développer largement et solidement l'idée et l'organisation des

Syndicalistes Révolutionnaires. De la même façon, s'orienter principalement vers cette forme de travail serait croire qu'il suffit de lancer l'idée de l'OSR pour qu'aussitôt jaillisse chez les travailleurs un puissant mouvement syndicaliste révolutionnaire. Ce serait oublier que la lutte contre le réformisme et le révisionnisme est une lutte prolongée, patiente et implacable, car les révisionnistes et les réformistes, n'en doutons pas, feront tout ce qui est en leur pouvoir pour nous empêcher de mener à bien notre lutte. D'autre part, ce serait oublier qu'on ne change pas la réalité à coup de baguette magique sans passer par le creuset de la pratique quotidienne, celle de la lutte de classe, sans avoir fait ses preuves de défenseurs de la classe ouvrière et sans avoir acquis la confiance des ouvriers, des travailleurs que l'on côtoie chaque jour.

Ainsi, il apparaît une tâche extrêmement importante pour les syndicalistes révolutionnaires: celle de savoir, à chaque moment de la lutte des classes proposer les perspectives de l'OSR mais surtout de les concrétiser en prenant en main la lutte pour les revendications, pour la défense des intérêts de la classe ouvrière, en prenant par exemple en main le soutien aux travailleurs de LIP, et cela en tant qu'ouvrier ou travailleur syndiqué, délégué et au nom de la section syndicale à laquelle on appartient, tout en menant une lutte sans merci contre le révisionnisme et le réformisme qui se manifeste à chacune de ces occasions. C'est de cette façon, en sachant se fier aux ouvriers, en gagnant leur confiance par notre attitude et en sachant les accompagner pas à pas dans la lutte contre le révisionnisme et le réformisme, sans sectarisme et sans impatience, c'est de cette façon que nous ferons progresser le syndicalisme révolutionnaire, que nous construirons l'O.S.R. C'est une bataille difficile qu'ont à mener les Communistes, les Syndicalistes

Révolutionnaires pour arracher les Syndicats à l'emprise du réformisme et du révisionnisme; la lutte entre les deux voies dans les syndicats, dans les masses ouvrières, dans la tête de chaque ouvrier est une question qui ne se règle pas en deux coups de cuillère à pot, et si dans les cours du mouvement de lutte les choses peuvent s'accélérer comme c'est le cas à LIP par exemple, elle ne sont pas pour autant franchies rapidement et là encore, la lutte des Lip nous le montre.

Mais c'est par le travail prolongé, patient, acharné, déjouant tous les pièges des réformistes et des révisionnistes, que les Syndicalistes Révolutionnaires arriveront à développer largement l'idée et la ligne de l'Opposition Syndicale Révolutionnaire et à regrouper solidement dans les syndicats, CGT et CFDT, des milliers de Syndicalistes Révolutionnaires.

Ceci dit, cela ne signifie nullement qu'il faille abandonner toute apparition publique et large de l'OSR chaque fois que cela est nécessaire et possible, cela ne signifie nullement qu'il faille abandonner le travail des Comités d'Initiative locaux pour la construction de l'OSR qui sont un élément important pour coordonner l'activité des syndicalistes révolutionnaires travaillant sur différentes usines d'une même ville, afin, par exemple, lors d'une action comme celle de la grève générale du 6 décembre d'avoir une action concertée, de développer à ce moment largement les positions de l'OSR, afin de prendre de nouveaux contacts, de faire réfléchir sur l'idée du Syndicalisme Révolutionnaire, en fait, de développer l'O.S.R.

Camarades, travailleurs, en avant pour que les syndicats redeviennent des armes de lutte entre nos mains! Prenons en mains nos luttes! Développons l'Opposition Syndicale Révolutionnaire!



LYON: réunion de l'osr

Samedi 24 novembre 1973, de nombreux travailleurs français et immigrés de Lyon se sont réunis à l'appel des Syndicalistes Révolutionnaires pour discuter de leur usine et des possibilités de l'O.S.R. Un grand nombre d'usines étaient représentées: Brandt, Rhodia-belle-Etoile, Audincourt, Berlet, C.T.A., Cables de Lyon, Ronis, Paris-Rhône, la C.E.M. Pliance, un hôpital, etc... Les ouvriers qui sont venus étaient tous là, pas simplement pour un échange d'informations et d'expériences, mais aussi pour s'organiser, pour voir les perspectives de développement de l'O.S.R. Les expériences relatées ont montré à

tous qu'il est possible de transformer les syndicats: à Ronis, les ouvrières ont refusé de voter les Syndicalistes Révolutionnaires, ce que proposaient les révisionnistes. A Brandt, toute une section syndicale CFDT et une partie des délégués CGT défendent les revendications des travailleurs (0,70 F) contre l'échelle mobile des bonzes du P.C.F. Aux Cables de Lyon, à la C.T.A., les travailleurs immigrés s'organisent pour lutter contre les contrats de travail, contre la Circulaire Fontanet. Maintenant l'O.S.R. a les moyens d'envisager son développement dans les grosses usines; des projets de constituer des sections dans certains quartiers se forment. Des interventions

sont prévues dans les manifestations ouvrières. Pour le 6 décembre, l'O.S.R. appelle à la grève toute la journée, à élaborer des cahiers de revendications, à défendre sa plate-forme revendicative. 1500 F POUR TOUS! PARTICIPONS EN MASSE A LA GREVE DU 6 DECEMBRE! EN AVANT POUR LE RENFORCEMENT DE L'OPPOSITION SYNDICALE REVOLUTIONNAIRE! Une faiblesse pour cette première réunion: nous n'avons pas prévu de discussions sur les revendications et un certain nombre d'usines avaient des propositions et auraient voulu, en discuter. Ce sera fait la prochaine fois.

citroën-caen : les ouvriers turcs rejettent le chantage de la c.f.t.

Citroën-Caen, un bague à l'image de toutes les autres usines du groupe : une maîtrise fasciste, une CFT à laquelle on est pratiquement obligé d'adhérer en même temps qu'on s'embauche, omniprésente et toute puissante. Pas question d'y tolérer la moindre implantation syndicale : depuis 1968, 20 délégués syndicaux ont été obligés de quitter l'usine. Le dernier en date est sans travail depuis le 18 octobre. Tout a été fait pour l'obliger à partir : filature dans l'usine et près de son habitation, déclassement et mutation, insultes et pression sur sa femme. Depuis, impossible de retrouver un emploi ; le patronat de la région s'unit comme un seul homme pour refuser tout travail à un militant syndical rejeté par Citroën. En dépit de cette répression fasciste, des travailleurs ont osé relever la tête, les travailleurs turcs.

au moment des élections, un chef de secteur est venu les voir un à un dans leur chambre au foyer en les menaçant : «Vous votez pour la CFT, ou c'est l'expulsion immédiate». Les travailleurs turcs ont refusé l'intimidation et ont voté pour la CGT. Les travailleurs turcs ont débarrayé dans l'usine même pour que le directeur du foyer de l'usine change, malgré la répression fasciste dans l'usine, malgré la Circulaire Fontanet.

Les travailleurs turcs de Citroën-Caen, comme les travailleurs de Citroën Reims qui s'étaient mis en grève au printemps dernier montrent l'exemple. Face à la répression fasciste chez Citroën, la lutte est possible. Elle passe par l'unité de la classe ouvrière, français et immigrés.

Correspondant Caen

dôle : riposte aux attentats racistes

Pour riposter aux attentats racistes de Dôle du 17 novembre (voir FR 93) les CACF de Dijon et de Besançon, avec l'aide et sous l'impulsion des travailleurs de Dôle, avaient décidé de manifester à Dôle-même, contre les crimes racistes et la circulaire Fontanet. Les obstacles à cette mobilisation ont été nombreux. - dénonçons le rôle particulièrement ignoble des trostkistes de l'AJ.S qui, de concert avec les flics, nous ont suivis pendant le collage des affiches, les ont décollées et ont menacé de nous casser la gueule ! - la CFDT locale, le PSU et le Comité d'Aide aux Migrants étaient contre le principe d'une manif qui, pour eux, risquait de passer pour une manifestation arabe pour une provocation, d'exacerber le racisme !!! - L'Amicale des Algériens organisait une réunion 50 mn avant le départ de la manif avec le consul venu exprès de Besançon, pour dissuader les

travailleurs de participer à la manif de riposte contre les attentats. Les CACF et les travailleurs algériens décident d'aller à cette réunion de l'Amicale et appellent à la manif à la fin de la réunion. Plusieurs dizaines de personnes descendent la rue principale de Dôle aux cris de «Le racisme ne passera pas» «Halte aux crimes racistes», «Travailleurs français et immigrés même patron même combat» «A bas la circulaire Fontanet» en vendant Front Rouge, Même Combat.

Cette manif, même réduite, a permis de montrer que les crimes racistes sont une arme de division de la bourgeoisie contre toute la classe ouvrière. Les CACF sont apparus non pas comme un groupe de militants extérieurs qui apportent des explications, mais comme une organisation de lutte de classe, bien décidée à prendre en main la riposte offensive contre la bourgeoisie.

Correspondant Dijon

Cables de Lyon

gerland

Chaque mois, le chef du personnel des Cables de Lyon part à l'étranger pour ramener un contingent de travailleurs (marocains, yougoslaves...) Ainsi au mois de Juin, il est allé à Casablanca chercher une quarantaine de marocains. Les travailleurs qu'ils contactent sont tous spécialisés : CAP d'ajusteur, mécanicien, électricien. Il leur fait passer un test d'OP dans leur spécialité, puis les oblige à signer un contrat, juste avant le départ du train : «Si tu signes sans lire, tu as ton billet, sinon au suivants».

Arrivés en France, les travailleurs marocains s'aperçoivent que non seulement ils ont été embauchés comme OS mais, qu'en plus les contrats qu'on les a obligés à signer ne sont même pas respectés : ils sont déclassés rapidement, ils logent à 6 dans des chambres au lieu d'avoir un logement individuel, ils sont mis à pied jusqu'à 10 jours pour indiscipline. Les travailleurs marocains refusent de

genevilliers

Depuis le 22 novembre, à Genevilliers, le drapeau rouge flotte sur l'usine des Cables de Lyon. Les ouvriers ont occupé leur usine pour exiger : - à travail égal, salaire égal. - 50 centimes d'augmentation pour tous. - reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise. Dans l'usine où les travailleurs immigrés sont en majorité (90% des 370 ouvriers), les conditions de travail sont dégueulasses : pas de sécurité sur certaines machines ; dans certains ateliers, le travail de 2 ouvriers est maintenant fait par un seul ; aucune hygiène ; des salaires de misères : 980 F pour un manoeuvre depuis plusieurs années dans la boîte. Pour un même travail, les salaires sont différents : au bouclage, le salaire varie de 5,20 F à 5,85 F. Les rallonges individuelles se font à la tête du client. Dans l'usine, il n'y avait pas de

ainsi la CFDT qui met 15 jours avant de faire imprimer la plate-forme ; les dirigeants des deux syndicats ne popularisent pas la grève auprès des autres ouvriers de l'usine (1200 ouvriers dans la boîte sont français) et en plus, parviennent à empêcher la grève pour faire des réunions avec le patron où seules des promesses sont obtenues. L'OSR sur l'usine, non seulement soutient les travailleurs marocains mais prend en main directement la popularisation de leur lutte auprès de l'ensemble des ouvriers, en reliant les revendications propres aux ouvriers marocains à celles de l'ensemble des ouvriers, sur la base d'une plate-forme où sont réclamés : - classe A pour tous - boni garanti au taux maximum pour tous - augmentation uniforme des salaires - respect des contrats pour les immigrés - cartes de travail et de séjour définitives dès l'embauche - le 13e mois.

correspondant Cables.

tribunal a ordonné aux grévistes d'évacuer l'usine pour le 3 décembre, sinon c'est l'expulsion par les flics : la bourgeoisie essaye d'utiliser les pressions de la circulaire Fontanet pour faire céder les travailleurs.

Cependant, l'unité des travailleurs français et immigrés et des femmes a porté ses premiers fruits : le tribunal a nommé un négociateur pour que les négociations commencent immédiatement. Les grévistes vont décider en Assemblée Générale de la voie à suivre pour continuer la grève. Un comité de soutien a été créé immédiatement : y participent activement les militants marxistes-léninistes de FR et du CACF de Genevilliers. Il popularise largement la lutte et collecte avec les grévistes. Vendredi soir, une collecte sur les foyers de Genevilliers a rapporté 300 F. Correspondant Genevilliers 2/12/73

au sommet d'alger ... les pays veulent l'indépendance

Si le sommet d'Alger n'a pas pu déboucher sur une position claire, précise et commune des pays arabes à la conférence du 18 décembre, deux points sont ressortis de manière claire : l'échec des tentatives de manière claire : la reconnaissance de l'OLP comme seul représentant de la Résistance Palestinienne et le renforcement des liens entre les pays arabes et les pays africains dans leur lutte commune contre le pillage impérialiste et les têtes de pont impérialistes fascistes et racistes que sont Israël, l'Afrique du Sud, la Rhodésie. La reconnaissance de l'OLP est une victoire du peuple palestinien contre les manoeuvres du boucher Hussein pour accaparer la Cisjordanie. Ce territoire fait partie intégrante de la Palestine. Les roitelets jordaniens s'en sont emparés en 1949 avec l'aide de l'impérialisme britannique, à la faveur de l'installation de l'Etat sioniste en Palestine. Les sionistes se sont à leur tour emparés de ce territoire en 1967. Depuis le printemps 1970, Hussein multiplie les manoeuvres, appuyé par l'impérialisme américain, pour la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie qui serait placé sous son

autorité. Le peuple palestinien sait ce que veut dire être «sous l'autorité» de cet agent de l'impérialisme US : en septembre 1970, il a tenté de liquider physiquement la Résistance en assassinant des dizaines de milliers de combattants palestiniens, prétendant empêcher toute activité de la Résistance contre Israël à partir du territoire jordanien, et, depuis cette date, il a déjà offert plusieurs fois à Israël des négociations séparées pour la «restitution» de la Cisjordanie et la constitution d'un Etat palestinien fantoche qu'il contrôlerait. Son plan avait d'ailleurs un frère jumeau proposé, lui, par Igal Allon, un des ministres de Golda Meir. En refusant à Hussein toute «représentativité» du peuple palestinien, puisque la conférence reconnaît l'OLP comme son seul représentant authentique, c'est un nouvel échec de ces «plans», un nouvel échec aux complots américain sionistes contre la Résistance Palestinienne qui a été enregistré. Cette défaite de Hussein est aussi une nouvelle défaite de l'impérialisme US, confirmée par le renforcement de l'unité d'action entre les pays arabes et

les pays africains. Ce mouvement a pris une véritable ampleur au cours de la guerre du 6 octobre. La plupart des pays africains qui avaient des relations diplomatiques avec Israël les ont rompu à cette occasion puisque seules l'Afrique du Sud, la Rhodésie... entretiennent encore aujourd'hui des relations diplomatiques avec Israël. Cette rupture s'est accompagnée la plupart du temps de l'expulsion des «conseillers» israéliens qui tout comme l'impérialisme, sous couvert d'aide s'étaient infiltrés dans les pays africains, participant à la répression des peuples, au pillage. Cette attitude des pays africains est une riposte à l'alliance entre Israël, l'Afrique du Sud, la Rhodésie et le Portugal. Ainsi la base des Açores, un territoire contrôlé par le Portugal a servi de relais pour les avions US approvisionnant Israël en armes ; des Mirages sud-africains ont été signalés sur des bases sionistes au cours de la guerre du 6 octobre, tandis que des instructeurs sionistes participent à la lutte contre les peuples africains aux côtés des troupes sud-africaines et portugaises. Les pays arabes ont décidé notamment

de mettre un embargo strict sur le pétrole destiné au Portugal, à la Rhodésie, et à l'Afrique du Sud, et la rupture des relations diplomatiques avec ces pays pour les Etats arabes qui en entretenaient encore. Tandis que les pays d'Afrique centrale et orientale envisageaient le 24 novembre d'interdire le survol de leurs territoires par des avions de ligne sionistes. Cette fraternité des peuples arabes et africains est l'expression d'un courant fondamental dans le monde d'aujourd'hui : les peuples se dressent de plus en plus vigoureusement contre le pillage des ressources naturelles et la domination impérialiste. Malgré leur caractère réactionnaire, inféodé à l'impérialisme, certains chefs d'Etat, sous la pression des masses et compte tenu des intérêts propres de leurs classes dominantes sont obligés de se prononcer contre la politique impérialiste et de se présenter comme des défenseurs de l'indépendance nationale et des ressources naturelles nationales. Une telle unité des peuples arabes et africains, même si elle n'a aujourd'hui qu'un caractère naissant, est lourde de menaces pour l'impérialisme.

papadopoulos ou ghizikis ... à bas les valets de l'impérialisme u.s.

Les fascistes grecs installés par le coup d'état ont poursuivi la répression lancée par Papadopoulos depuis la grande lutte de novembre. Des milliers de prisonniers n'ont pas été libérés, les prisons et les stades se remplissent. Des centaines de participants aux luttes de novembre ont été arrêtés depuis le coup d'état. La continuité entre l'ancienne et la nouvelleunte a été assurée par le tortionnaire IOANNIDIS qui a joué un rôle essentiel dans l'accomplissement du coup d'état. Ses acolytes, les ministres du nouveau gouvernement sont tous des agents patentés de l'impérialisme US, qui ont déjà servi sous Caramanlis, sous Canelopoulos, ou sous Papadopoulos avant la pseudo «libéralisation». Tous avaient contribué activement à l'asservissement de la Grèce par l'impérialisme US à différentes époques. Et en Grèce aujourd'hui, chacun reconnaît ouvertement que ce coup d'état, comme celui de 67 est l'œuvre de la CIA. L'éviction de Papadopoulos correspond simplement à son incapacité à tromper les masses, au point qu'il a laissé se développer le puissant mouvement de masse de novembre contre le fascisme et la domination yankee. Le retour de ces politiciens, disciples de Caramanlis, est

une tentative pour sortir de l'impasse où s'était enfoncé Papadopoulos. Ils sont chargés de donner au régime fasciste le soutien de toute une fraction de politiciens écartés par launte après 67, et d'élargir ainsi l'assise du régime fasciste. Mais ces tentatives de redonner souffle au régime yankee-fasciste sont vouées à l'échec. Incapables de fournir un programme politique différent de celui de Papadopoulos, les ministres sont tout aussi incapables d'apporter des réponses à la crise économique aigüe qui sévit dans leur pays. Launte de Ghizikis devra subir des assauts du mouvement patriote grec ; ils ont déjà fait voler en éclat, la soit-disant libéralisation de Papadopoulos, ils montreront aussi que la nouvelleunte, derrière ses tentatives de recréer la façade gouvernementale par des déclarations démagogiques, ne dévie pas d'un pouce de la ligne du coup d'état de 67 : dictature terroriste sur les masses populaires. VIVE LA LUTTE HEROIQUE DU PEUPLE GREC LIBEREZ LES PRISONNIERS POLITIQUES A BAS LA JUNTE YANKEE-FASCISTE



ARTHUR DALLIDET UN HEROS COMMUNISTE DE LA RESISTANCE POUR UNE FORMATION BOLCHEVIQUE



Lors de la dissolution du Parti Communiste et de ses organisations par le gouvernement Daladier le 26 septembre 1939, la situation du PCF est particulièrement difficile : la plupart des militants ont été mobilisés et se trouvent au front. D'autres sont arrêtés par centaines, les trahisons sont nombreuses et touchent souvent des rouages essentiels. Le secrétaire administratif du Parti, Maure, commence à renouer les liens, non sans problèmes. C'est à ce moment que le Parti confie à l'ouvrier métallurgiste Arthur Dallidet une des plus grosses responsabilités, la direction des cadres, poste le plus responsable et le plus difficile qu'il soit dans la clandestinité, puisqu'il s'agit de remonter l'organisation du Parti.

Dallidet avait fait preuve depuis quelques années de ses capacités d'organisation. Ouvrier chaudronnier à Nantes, fils de métallurgiste acquis aux idées du socialisme, il monte à Paris, en 1929, attiré par l'esprit combatif de la population parisienne. Il travaille à St Denis chez Sulzer, aux moteurs diesels, quand il adhère au Parti en 1930. Dès lors, son but est de s'embaucher dans la citadelle Renault et d'y développer un travail communiste. Il arrive à s'y faire embaucher et au bout de 3 mois, alors que la répression patronale est particulièrement dure contre les militants communistes, il arrive à mettre sur pied 2 cellules de 10 ouvriers et sort deux journaux ronéotypés. C'est en liant le travail pour les revendications économiques des ouvriers de l'île Seguin, et le travail

politique, en montant le syndicat, qu'il a réussi à monter le Parti, et à en faire une puissante organisation. Il a fallu être particulièrement prudent pour regrouper les premiers noyaux, tenir les réunions, diffuser le matériel. Bien qu'il soit venu par un mouchard et vidé de Renault, Dallidet a fait la preuve qu'il est possible d'organiser le Parti dans une usine où la répression est scientifiquement organisée.

Au moment de la clandestinité, son rôle est de rechercher sans cesse les meilleurs militants pour assurer les postes responsables, désigner des remplaçants pour ceux qui tombent, rechercher et former des spécialistes pour l'imprimerie, la fabrication des documents, mettre sur pied l'infrastructure matérielle du Parti, protéger la direction. Il doit également veiller à la pénétration inévitable de l'ennemi qu'il faut briser en temps voulu. C'est lui qui s'occupe des liaisons avec le Secrétariat du Parti.

Dans toutes ces tâches, il fait entrer dans la vie l'affirmation de Staline «une fois la ligne politique définie, tout le reste est une question d'organisations». Comme il le dit : «un communiste vient toujours à bout de la tâche qu'il a entreprise», parce qu'il n'entend rien sans avoir mis toutes les chances de son côté. Pourquoi ? Pour sauver sa propre peau ? Non. «Nous aimons notre Parti plus que notre vie même, parce qu'il incarne les meilleures qualités de l'homme et parce qu'il conduit le peuple de France vers son destin de liberté. Si, par notre légèreté, nous permettons à

l'ennemi de l'atteindre, nous aurons honteusement trompé la confiance qu'il met en nous».

Entre juin 40 et juillet 41, 16000 communistes ont été arrêtés. En mars 41, 21 membres de la direction du Parti en zone Sud sont arrêtés. Ces rafles, Dallidet estime à juste titre qu'elles sont en grande partie le fruit d'erreurs de militants, imprégnés de légalisme dans l'ensemble du Parti, qui gardent du matériel chez ou sur eux, ne sont pas assez vigilants contre les filatures, donnent des rendez-vous n'importe où, toujours au même endroit, arrivent en retard. «Le retard peut-être l'origine d'un terrible coup dur» dit-il dans la brochure appelée «Comment se défendre» et où il détaille les erreurs, analyse les imprudences des militants et montre les méthodes de la police. Marguerite Lamy travaille souvent avec Dallidet. Elle a parfois plus de vingt rendez-vous dans la journée, mais n'en note aucun. C'est la règle. Lui-même doit souvent joindre la direction, cachée en banlieue. Il n'hésite pas à faire des km à pied ou à vélo pour brouiller les pistes, «perdre» des heures pour gagner la sécurité.

Si la légèreté est criminelle dans les conditions du fascisme, la passivité, l'inaction ne le sont pas moins. «Notre plus grand ennemi, dans le travail et dans la vie, c'est la routine». Il refuse toute paresse d'esprit, demande à chaque militant d'être toujours en éveil, d'avoir un esprit offensif. Il donne l'exemple. C'est lui qui a l'idée d'utiliser l'Union des Jeunes Filles de France pour mettre sur pied la base

matérielle du Parti, parce que l'Union serait la dernière des organisations dont se méfiaient les nazis. C'est lui qui déménage les machines à écrire et les papiers importants dans une voiture de collectionneur dans un carton de vêtements de luxe, change sans cesse d'aspect «Attention, il ne faut pas se figer, mais toujours chercher de nouvelles méthodes pour dérouter l'adversaire».

Si malgré toutes les précautions, un camarade tombe, une seule consigne : «NE RIEN DIRE».

Arrêté lui-même le 28 février 1942, il subit des tortures affreuses, car l'ennemi sait qu'il connaît tout. Si Dallidet parle, tout tombe, l'organisation et la direction : il connaît toutes les planques. Mais Duclos, Frachon, Tillon savent qu'il ne parlera pas. Personne ne déménage à l'annonce de sa capture. «Il ne parlera pas», dit Duclos. Enchaîné nuit et jour à la Santé, paralysé d'un bras, rendu presque sourd par les coups, Dallidet mourra fusillé le 23 mai 1942 sans avoir rien dit.

A sa mort, le Parti est remonté. Dallidet a su reconstruire les réseaux, assurer la protection des cadres, donc le développement du travail. Il avait fait sa devise de cette phrase de Staline : «il n'y a pas de citadelles imprenables». Il est pour les communistes l'exemple de ce que doit être un cadre prolétarien, l'exemple de la détermination à tout faire pour que le Parti et les masses gagnent la bataille.

le colis du militant 50F

Salaire, Prix, Profit (MARY) L'Etat et la Révolution (LENINE) L'Impérialisme, stade suprême du Capitalisme (LENINE) La matrice infantile du Communisme (LENINE) Les deux tactiques de la Social-Démocratie (LENINE) Les principes du Léninisme (STALINE) Avec l'Oncle Ho - biographie de Ho Chi Minh Le Laos et la lutte victorieuse du peuple Lao contre l'Impérialisme US (PHOU MI VONGVACHIT) Avec en supplément : les 2 premiers numéros d'OCTOBRE 44-47 - le PCF au gouvernement. Le trotskisme contre la révolution prolétarienne. Avec encore : un abonnement à FRONT ROUGE. Si vous êtes déjà abonné, indiquez le nom et l'adresse d'un ami que vous souhaiteriez voir recevoir le journal (Versement CCP FRONT ROUGE 31 191 14 La Source).

en vente : les brochures front rouge

- la paupérisation de la classe ouvrière dans le nord. 1 F.
- l'intérim : organisation et exploitation du chômage 2 F.

ajouter 0,50 f. par brochure pour le port

demande de contact

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Profession _____

envoyez cette demande à : FRONT ROUGE BP 464/75065 PARIS CEDEX 02

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source FRANCE

Psi normal	1 an	: 40 F.
	3 mois	: 10 F.
Psi fermé	1 an	: 80 F.

abonnement 3 mois : 10F

Pour l'étranger écrire au journal qui complètera le tarif

L'INDE, LIVREE AU PILLAGE DES 2 SUPER-PUISSANCES

Le 26 novembre, Brejnev, le chef du social-impérialisme soviétique arrivait en Inde. Quelques semaines plus tôt, au Congrès des soi-disant «Forces Mondiales de la Paix» de Moscou, le même Brejnev affirmait sans sourciller : «un exemple de la jonction d'une politique de paix conséquente et de la solution démocratique des problèmes intérieurs est fourni par la République Indienne». Bel exemple en effet, dans l'optique des nouveaux tsars soviétiques : 1962, l'Inde agresse la Chine ; 1971, elle attaque le Pakistan et met la main sur sa province orientale qui devient le Bangla Desh, voilà une politique de paix à la Brejnev ! 100 millions de chômeurs 60% de la population qui ne gagnent pas le minimum vital, 20% de hausse des prix en 1972, la famine et la pénurie quasi-permanente, 32 000 prisonniers politiques... Voilà la démocratie à la Brejnev !

C'est le résultat de la politique anti-nationale et anti-populaire de la classe dirigeante mise en place par l'impérialisme britannique en même temps que la soi-disant indépendance de l'Inde, et représentée actuellement par Indira Gandhi. Aujourd'hui, Indira Gandhi s'est vendue aux deux superpuissances impérialistes, l'impérialisme US et le social-impérialisme soviétique. L'Inde est, en effet, l'enjeu de la rivalité des deux superpuissances pour le partage du monde. Un énorme marché de 500 millions d'habitants, un vaste continent aux portes de l'Asie du Sud-Est et de la Chine Rouge, au centre de l'Océan Indien : «Le pays qui aura son influence dans cette zone et contrôlera ce nouveau centre du monde sera une puissance dominante dans le monde entier» écrivait la «US Military Review».

L'impérialisme US était la puissance impérialiste la mieux placée en Inde, avec une «aide» de 200 millions de dollars par an, qui permet aujourd'hui aux USA de réclamer 54% de la «dette» extérieure indienne, soit 5,5 milliards de dollars. Mais, depuis les années 60, après la transformation de l'URSS en une nouvelle puissance impérialiste, le social-impérialisme a, petit à petit, mis pied dans tous les secteurs de l'économie indienne et dispute aujourd'hui aux USA la domination de l'Inde.

Le pillage impérialiste soviétique sur l'Inde s'exerce de diverses manières, la principale étant la pratique des prêts sous conditions. Les prêts consentis par l'URSS sont remboursables en 12 ans, avec un taux d'intérêt de 2,5%, de sorte que depuis 70, les remboursements indiens à l'URSS sont plus élevés que les nouveaux crédits accordés : en 1972, par exemple, l'Inde a reçu 223 millions de roubles soviétiques, mais a dû en verser 409 millions ! Ces remboursements se font sous forme de marchandises, matières premières, et produits manufacturés en Inde, mais l'URSS impose des prix d'achat qui sont de 20 à 30% inférieurs à ceux du marché mondial. L'URSS oblige également l'Inde à utiliser ces «prêts» pour acheter des marchandises soviétiques, qui sont des machines et des équipements trop vieux pour être utilisés en URSS, mais vendus à l'Inde beaucoup plus cher que le même matériel, de la dernière technique, vendus par les pays capitalistes occidentaux. C'est ce que constate la revue indienne «Financial Express» : «Dans le projet de Bokaro, l'URSS a imposé à l'Inde des machines démodées et des techniques vieilles, causant de grandes pertes à notre pays.»

En un mot, l'URSS, comme n'importe quelle puissance impérialiste utilise les matières premières et la main d'œuvre indienne à bon marché, à son propre profit de grande puissance impérialiste. C'est ainsi que l'URSS vend à l'Inde, très cher, du coton acheté à bas prix au Soudan, que ce coton est tissé en

Inde par une main d'œuvre à bon marché, et les cotonnades ainsi fabriquées sont vendues, pas cher, à l'URSS !!

Comme toute puissance impérialiste, l'URSS impose, sous forme d'études et de projets, ses propres intérêts de grande puissance. Écoutons ce que les Indiens pensent de l'aciérie de Bokaro, vantée par l'URSS comme un fleuron de l'aide soviétique. L'expert indien Harish Kapur : «Le gouvernement soviétique a refusé, au début, de partager les travaux de construction de l'aciérie Bokaro avec des experts indiens, et puis, il a imposé à l'Inde 350 experts soviétiques lorsque le gouvernement indien avait demandé que des ingénieurs indiens puissent réaliser ces travaux». Puis la clé de cette décision dévoilée par la firme indienne «Dastur» évincée par les soviétiques : «On estime que les équipements qui doivent être importés de l'URSS ne sauraient dépasser 30 millions de roupies, si les ingénieurs indiens étaient libres d'utiliser au maximum les équipements indiens. Mais, du fait que le pouvoir décisif est entre les mains des russes, les importations pourraient atteindre plus de 70 millions de roupies». C'est avec de tels projets et en participant financièrement à des monopoles d'Etat mixtes que les soviétiques contrôlent aujourd'hui 80% de la production indienne de pétrole, 35% des raffineries, 75% de la production d'électricité, 30% de la production d'acier, 25% de la production d'aluminium, 85% de la production de machines lourdes... C'est ainsi que des usines indiennes «construites» par les soviétiques, produisent uniquement pour l'URSS.

Une part importante de «l'aide» soviétique est réservée à l'armée indienne : 1 milliard de dollars depuis 1962, 80% du matériel importé par l'armée indienne est soviétique, les «conseillers» militaires soviétiques en Inde en assurent la «bonne» utilisation (dans le sens des intérêts soviétiques). Les raisons d'une telle attention sont évidentes. En août 71, l'URSS et l'Inde signent un pacte de paix, d'amitié et de coopération, véritable traité militaire ; 3 mois plus tard, l'Inde avec l'aide soviétique et l'accord bienveillant des impérialistes US, agressait le Pakistan. Cette année à nouveau, Brejnev a essayé de placer sa camelote, le traité de sécurité collective en Asie, c'est-à-dire une vaste alliance autour du social-impérialisme. L'objectif de toutes ces manœuvres c'est la Chine Rouge que sociaux-impérialistes et impérialistes US tentent en vain d'isoler et d'encercler : 44 divisions soviétiques sur la frontière nord de la Chine, des bases US au Japon, à Taiwan, aux Philippines, en Thaïlande, maintenant le Bangla Desh... Sans compter les bases que soviétiques et américains espèrent installer au Baloutchistan, ou au Cachemire où ils encourent le démantèlement du Pakistan. Autre cible de la convoitise social-impérialiste, l'Océan Indien qui ouvre la voie vers l'Asie, l'Afrique et le Moyen Orient : au moins 20 navires de guerre soviétiques y patrouillent en permanence et l'URSS cherche à tout prix à y installer des bases navales. Déjà le port de Chittagong au Bangla Desh et celui de Vishakhapatnam en Inde sont investis par des navires soviétiques ; et le droit de mouillage pour les «bateaux de pêche», c'est-à-dire aussi les bateaux espions russes a été abordé alors du voyage de Brejnev.

Vendue à l'impérialisme US et au social-impérialisme soviétique, la bourgeoisie indienne se heurte de plus en plus violemment aux masses indiennes qui vivent dans la famine et la misère. Les peuples indiens sauront se libérer du joug de l'impérialisme, du social-impérialisme et de leurs valets.

2 ans après ... l'indépendance du bangla desh n'est toujours qu'un mythe

Fin 71, l'Inde répond aux désirs de ses maîtres soviétiques et américains. Sous prétexte de libérer le Bengale oriental du joug pakistanais, elle attaque et occupe la province orientale du Pakistan. Ce Bangla Desh constituant, pour l'URSS et les USA, une solide base d'appui pour encercler la Chine. A l'époque, les marxistes-léninistes avaient dénoncé cette nouvelle tentative d'encercler de la Chine, ajoutant que, loin de libérer le peuple bengali, cette agression le soumettrait encore plus au joug de l'Inde et des impérialistes. La réalité prouve aujourd'hui la justesse de ces positions. Corruption et banditisme sont les principes du gouvernement de la clique au pouvoir, acclamée à l'époque par les révisionnistes de toute origine. En 2 ans, la production industrielle a diminué de 30%, la production

agricole de 18%, le prix des produits de première nécessité a augmenté de 200 à 500%.

Cette situation catastrophique pour le peuple, est due à la dépendance extrême du Bangla Desh par rapport à l'Inde et aux deux superpuissances. Dès les premiers jours de l'occupation, l'Inde a pillé les réserves de jute pour les vendre pour son propre compte. Et depuis, elle organise une contrebande éhontée des produits de base nécessaires à la vie du peuple bengali (riz, poisson). Elle est responsable de la famine du peuple bengali. L'Inde a conclu un accord par lequel elle s'assure la mainmise sur la production principale du Bangla Desh, le jute.

L'URSS a immédiatement proposé son «aide» pour la construction de centrales thermiques, d'usines, etc...

pour la prospection de pétrole ! Sous couvert de drager les épaves et les mines dans les ports de Chittagong et de Chalna, elle a transformé ces ports en bases navales soviétiques.

Quant aux USA, ils sont restés fidèles à l'amitié de longue date que leur témoin Mujibur Rahman, le vieux leader bengali. Sous formes diverses allant jusqu'aux investissements de l'«Asia Foundation», officine de la C.I.A., c'est 75% du budget du Bangla Desh, qui sont financés par l'impérialisme US ! Sous-colonie de l'Inde, pillé par les 2 superpuissances concurrentes, dans leur tentative d'encercler la Chine Rouge, voilà le Bangla Desh «indépendant et marchant vers le socialisme» que vantait «l'Humanité» il y a 2 ans.

le balout-chistan... un nouveau bangla desh

Après avoir fait passer sous leur domination le Bangla Desh, les sociaux-impérialistes soviétiques s'apprentent à en faire autant avec une autre province pakistanaise, le Baloutchistan.

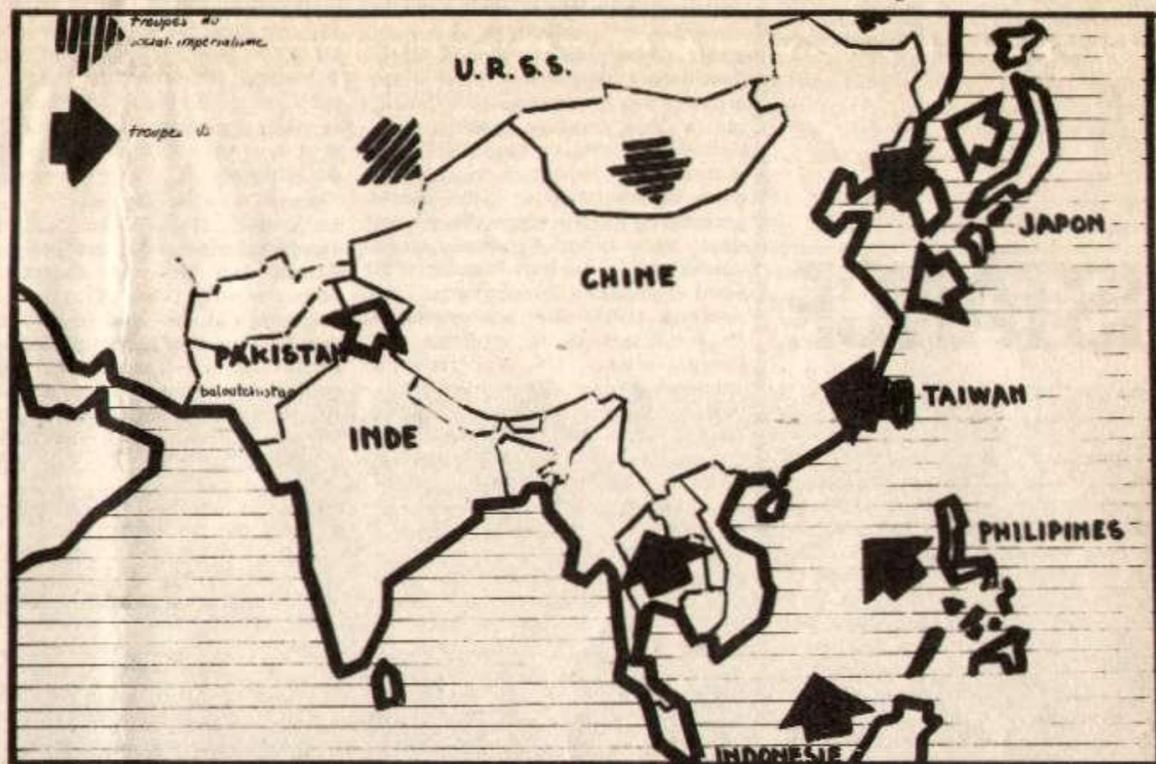
Tout comme le Bangla Desh, le Baloutchistan occupe une position stratégique fondamentale. Sur les bords de l'Océan Indien, tant convoité par les soviétiques : il commande l'entrée du golfe arabe c'est-à-dire la route du pétrole. Un Baloutchistan «indépendant» permettrait en outre aux soviétiques d'accéder facilement à l'Océan Indien, à travers l'Afghanistan allié des soviétiques.

Tout comme au Bangla Desh, un mouvement autonomiste se développe au Baloutchistan, basé sur des problèmes réels. Le tracé des frontières, imposé par les britanniques dans le sous-continent indien divisait volontairement les différentes ethnies, pour permettre à l'impérialisme britannique de mieux maintenir sa domination.

Partant de ces problèmes réels : le mouvement autonomiste baloutche est aujourd'hui largement encouragé par tous ceux qui veulent démembrer le Pakistan, et au premier rang de ceux-ci, l'Union Soviétique.

Parmi ceux qui encouragent le mouvement baloutche figure aussi l'Afghanistan. Or les Soviétiques équipent l'armée afghane et y ont construit un important réseau de routes stratégiques... la frontière chinoise est toute proche. Or, en juillet 73 : le renversement de la monarchie afghane par Mohammed Daoud a coïncidé avec un nouvel essor de l'influence soviétique...

En clair, il s'agit bien d'un nouveau complot du social-impérialisme destiné à démembrer le Pakistan et à renforcer sa présence dans l'Océan Indien, à compléter son plan d'encercler de la Chine Rouge.



l'encercler de la chine rouge ... à la théorie des 2 chine asiatique...

Dans une tribune libre publiée par «Le Monde» du 28 novembre, Svetlov ; sbire de l'agence de presse Novosti, dévoile toute la politique impérialiste de l'Union Soviétique en Asie. Au moment où l'impérialisme US attaque de plus en plus violemment le peuple vietnamien, il ose écrire que «la sanglante guerre du Vietnam a pris fin», et c'est pour lui une preuve que «la situation en Asie favorise nettement l'application des idées de la coexistence pacifique et de la création d'un système de sécurité collective.» Sur l'objectif du traité de sécurité, Svetlov est on ne peut plus clair : «la position négative des dirigeants chinois exige plutôt des actions énergiques de la part des forces qui ont intérêt à renforcer la paix et la sécurité en Asie. Plus les efforts des pays asiatiques seront vigoureux, plus cela aura un effet important sur la politique de la R.P.C....» Bref, c'est un «pacte» dirigé contre la Chine que veut mettre sur pied le social-impérialisme ! Novosti n'en est pas à sa première manœuvre anti-chinoise. Cette même agence ne déclarait-elle pas, en octobre dernier

que «l'existence en fait de 2 Chines, qui a longtemps été une réalité reste aujourd'hui une réalité». Et Novosti de poursuivre par des éloges au fantoche yankee Tchang Kai Chek : «l'intensification des activités de Pékin dans l'arène internationale (...) a été compensée dans une large mesure par l'offensive économique de Taiwan. Dans un bref délai, le régime de Taiwan a réussi à rétablir, à conserver ou à établir une coopération et des liens commerciaux avec une centaine de pays...»

Le volume du commerce intérieur de Taiwan en 1972 équivalait à 5,2 milliards de dollars, ce qui dépasse le volume du commerce extérieur de la R.P.C. de 800 millions de dollars... Tout cela témoigne de façon probante de la stabilité de la situation économique et politique de Taiwan dans le monde actuel...

A quand la reconnaissance par Moscou de la clique fantoche de Taïpeh pour inclure Taiwan dans le traité soviétique de sécurité antichinois ?